



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie N°2019-003 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France

Contribution de la FNME-CGT

Préambule

Avant de répondre aux questions "imposées" de la consultation, nous tenons à rappeler le contexte général du marché de l'énergie, sans omettre le contexte de crise que la France connaît depuis quelques années et qui s'amplifie ces derniers mois.

Avant tout, nous réclamons toujours qu'un bilan global de la libéralisation du secteur de l'énergie et de l'organisation actuelle des marchés soit enfin réalisé. Seul ce bilan complet et partagé doit pouvoir permettre d'envisager les évolutions à mettre en œuvre pour atteindre le "bien-être social optimum" pour les citoyens et usagers. Ce bilan complet devrait être un préalable à toutes les consultations publiques ou décisions politiques nécessaires à la modernisation d'un secteur économique vital et stratégique qui ne remplit pas ses obligations d'intérêt général. Tous les acteurs du dossier le savent, l'énergie n'est pas un produit comme les autres. C'est un secteur qui nécessite une gestion de long terme, de gros investissements et surtout des missions et obligations de Service Public de haut niveau. Pour tenir ces engagements nécessaires à la robustesse, à la durabilité d'un secteur d'intérêt général, une hyper régulation s'impose.

Pour nous, ces évolutions doivent permettre de mettre en place un pôle public de l'énergie qui sorte les entreprises de ce secteur du monde concurrentiel.

Force et de constater, après 20 ans de libéralisation, que l'éclatement du secteur a conduit à briser la "chaîne du Service Public" qui existait avant la dérèglementation imposée par la Commission Européenne au sein des entreprises historiques. L'environnement économique, le découpage des monopoles naturels, les artifices qui ont été instaurés, ont "étiré" la chaîne "industrielle intégrée source d'économie" du système énergétique issu du Conseil National de la Résistance pour en faire une chaîne "économique et financière". Les marchés de l'énergie sont devenus d'une complexité phénoménale. Les énergies (gaz et électricité) sont soumises aux fluctuations boursières qui ne savent pas donner de signaux de long terme et qui sont surtout une hérésie pour des biens de première nécessité.

Ajoutons à ce constat l'incohérence et le gâchis des séparations imposées entre Production et Transport, d'une part, et entre Transport et Distribution, d'autre part.

La nouvelle organisation du secteur et des marchés de l'énergie a conduit à multiplier les acteurs, les mécanismes, les "niches" et au final l'affairisme, l'arnaque à la taxe carbone en est une parfaite illustration. De plus en plus d'acteurs viennent capter de la valeur à court terme, sans remplir d'obligation et de mission de Service Public, au détriment des usagers et des citoyens.

Où sont les baisses de tarifs promises grâce à la libéralisation des marchés ?

Quel est le niveau de "stress" nécessaire de nos jours pour assurer la sûreté des systèmes gaziers et électriques ?

La sécurité d'approvisionnement est-elle mieux assurée après 20 ans de libéralisation ?

Quels sont les impacts de la dérèglementation ?

Nous sommes malheureusement passés de la réponse aux besoins représentée par l'équilibre Production - Consommation à l'équilibre Offre-Demande qui est synonyme de renoncements.

Le pire des renoncements restant l'augmentation de la précarité énergétique, à mettre en vis-à-vis du volume croissant des dividendes des différents acteurs du marché.

Il convient donc de corriger rapidement les errements du système libéral existant.

Dans le domaine de l'accès à l'énergie et aux services d'intérêts généraux associés, les usagers et citoyens sont demandeurs de maintien, voire de renforcement, des services publics, de performances techniques et environnementales, de gestion durable, de proximité, mais aussi de tarifs maîtrisés et justes. Cette question des coûts s'entend dans le sens du coût final et global supporté par l'utilisateur final, incluant donc les taxes, mais aussi les tarifs des infrastructures régulées.

Il est demandé par le législateur que les gestionnaires d'infrastructures soient efficaces, sans que la définition précise de l'efficacité soit définie. Pour la FNME-CGT, cette efficacité doit s'entendre en termes de gestion durable permettant aux opérateurs de mener sans renoncements et priorisations l'ensemble de leurs missions et activités de Service Public. Un opérateur efficace doit aussi avoir les moyens de se développer, la transition énergétique étant un vecteur naturel de développement des missions et activités de Service Public. Nous tenons, à ce sujet, à rappeler que les opérateurs de transport et de distribution sont tenus de respecter des contrats de Service Public signés avec l'État.

Le cadre tarifaire et les tarifs le permettent-ils ?

La nature stratégique et de long terme des infrastructures régulées implique que ce développement soit mené au travers de l'internalisation des missions et activités, que celles-ci soient existantes ou en création, avec le niveau statutaire requis permettant de "fiabiliser" sur le long terme les "ressources" humaines indispensables. Cela implique donc dans le secteur en transition que l'on nous promet d'avoir une politique de Gestion Stratégique des Emplois et des Compétences dynamique et ambitieuse, permettant d'assurer à la fois le temps présent et de préparer l'avenir.

L'innovation, la recherche et le développement sont aussi des "axes forts" à développer en interne afin de répondre aux enjeux et au contexte. Les opérateurs doivent y répondre de manière coordonnée afin d'atteindre l'efficacité requise. Cette coordination, à favoriser, doit être évidemment accompagnée d'un effort financier qui permette de respecter à minima les objectifs fixés par l'Europe (3 % du PIB). Le secteur de l'énergie est soumis à des enjeux élevés, à un contexte multi-technologiques, à l'aube d'une 3^{ème} révolution industrielle, c'est pourquoi la FNME-CGT propose que le cadre tarifaire précise que le budget R&D de chaque opérateur soit supérieur aux objectifs européens avec un effort compris entre 3 et 5 % du revenu autorisé des entreprises.

La FNME-CGT insiste sur le fait que les opérateurs, dans les situations normales (hors avaries, aléas...), doivent équilibrer leurs comptes, sans faire de renoncements, qu'ils soient sécuritaires, techniques, sociaux, environnementaux... Or la gestion actuelle des entreprises, la construction, le niveau et la régulation tarifaire conduisent à créer beaucoup trop de résultats financiers qui se transforment après un partage inéquitable en remontées de dividendes ou primes d'émissions injustifiées. Cette évaporation se fait au détriment des usagers, des missions et activités de Service Public, des augmentations nécessaires des budgets R&D, de la robustesse des infrastructures, de la réduction de la fracture sociale en matière d'accès à l'énergie (lutte commune contre la précarité), de la baisse des tarifs réglementés (ou du développement de réels tarifs sociaux). Cette création de résultats sans retour pour les principaux concernés est loin d'être un exemple d'efficacité de la régulation.

Il faut arrêter de "jouer" avec les infrastructures pour combler à court terme le budget de l'État et faire de leurs résultats une source déguisée de prélèvements (impôts) indirects. Il faut sortir de la vision financière.

Nous faisons aussi le constat que les gestionnaires des infrastructures régulées peuvent se retrouver en concurrence sur certains domaines, et le seront peut-être de plus en plus. Voire même plus perverse, qu'un opérateur, sous prétexte d'augmenter sa Base d'actifs Régulé, investisse sans réelle nécessité, au détriment industriel d'autres opérateurs. Nous faisons le constat d'une perte d'efficacité au travers de la dés-optimisation induite par la séparation des infrastructures et des gestionnaires associés.

Comme lors des consultations précédentes, les réponses et propositions apportées par la FNME-CGT vont dans le sens d'un renforcement des Services Publics, de la pérennité des entreprises, de la défense des consommateurs, avec une vision sociale et solidaire.

Réponses aux questions "imposées"

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Globalement non car :

- Cela n'a pas permis de rendre plus sûr et plus efficace les infrastructures.
- Cela peut amener à des investissements inutiles pour gonfler la BAR des opérateurs car ils sont rémunérés en partie sur cette BAR.
- Il n'est pas fait état des prises de dividendes trop importantes et qui limitent donc le bénéfice aux usagers.
- Les réductions de coûts amènent des politiques d'achat qui tendent aux moins disant.
- Les critères ne prennent pas en compte les enjeux de service public comme la proximité par exemple.
- Les tarifs pour les utilisateurs ont augmenté et la précarité énergétique n'a pas baissé...
- Cadre réglementaire peut amener de la concurrence entre opérateur au lieu de coopération nécessaire.
- Les tarifs sont construits et utilisés pour créer du résultat

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

Oui sous réserve que les modifications et remarques exprimées dans cette réponse soient prises en compte.

De plus il manque certains enjeux, comme par exemple, le stockage et la prise en compte de tous les utilisateurs des réseaux, de leur besoin et de leur participation au tarif.

Certains réseaux deviennent assurantiels, pour les auto-consommateurs individuels et par la déconcentration de la production, par exemple.

L'enjeu de R&D et de l'innovation ne peut être que partagé, mais il ne semble pas assez ambitieux au regard des enjeux.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Oui si cela est accompagné d'une visibilité au-delà de la période tarifaire (comme pour la PPE).

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Oui, c'est un complément nécessaire à une période tarifaire de 4 ans qui est nécessaire pour être évolutive, mais qui reste courte au regard du long terme qui est nécessaire pour les opérateurs et les infrastructures stratégiques en question.

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Oui, nous sommes favorables aux principes de fonctionnement du CRCP envisagé par la CRE, permettant de limiter les évolutions tarifaires trop brusques, au rapport du CRCP non apuré d'une année, reporté sur l'année suivante et actualisé, dans le but de limiter les fluctuations trop importantes.

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Non, nous n'y sommes pas favorables, et nous attirons votre attention sur le fait de prendre en considération l'inflation dans ce poste, ce choix pourrait avoir un effet domino dévastateur et une répercutions à la hausse des tarifs pour les consommateurs.

Question 7 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Non car le système incitatif est toujours fait sur des critères financiers et cela au détriment du social et des effectifs ! De plus les salariés, ou leurs représentants, doivent être entendus sur les effets des choix effectués par les entreprises pour répondre à ces incitations.

Il faut un renforcement des contrôles de la CRE visant à assurer la cohérence entre les budgets et leurs réalisations.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissements "hors réseaux" ? Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre "hors réseaux" incité et faire l'objet d'une régulation "classique" avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

Oui, nous sommes favorables à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser les charges de capital et l'exploitation. Pour autant, les systèmes d'information, les data, la cyber sécurité et autres smart Grid doivent être pris en compte et encadré sur le long terme. Une réflexion doit être menée selon nous, sur la mutualisation, le savoir faire les technologies de toute la filière des infrastructures régulées.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Oui, nous sommes favorables au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP entre le partage des risques, néanmoins, la doctrine entre les postes prévisibles et les postes maîtrisables doit être justement appréciée et définie.

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Oui, nous sommes favorables à maintenir la compensation des pertes et profits des gestionnaires de réseaux au CRCP.

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

Oui, pour autant le bon niveau d'investissement doit être apprécié de façon suffisamment précise et répondant aux besoins du service public.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Pour la CGT, les pertes sur les réseaux ne doivent pas être soumises à incitation.

Par contre les charges d'énergie, elles, doivent être incitées.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Il est insuffisant, notamment les charges de personnel doivent être au CRCP.

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées ?

Globalement oui pour le principe du CRCP dans le cadre de nos activités. Nous sommes beaucoup plus réservés sur le système incitatif qui pousse les opérateurs à "battre" le tarif.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite au titre du capital des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Oui, à condition que les budgets d'exploitations préventifs et curatifs soient couverts par le tarif.

Question 16 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

Oui, à condition que les budgets d'exploitations préventifs et curatifs soient couverts par le tarif.

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

Si l'idée semble intéressante, notre avis est conditionné aux conditions de rémunération des nouveaux actifs.

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT ?

Non, car nous ne sommes pas favorables aux mécanismes de régulations incitatifs qui remettent en cause les investissements et les choix de projet d'investissement, contrairement à ce qui est affirmé (que ce soit les projets eux-mêmes ou leur concept technique qui tirent vers les moins disant).

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Il faut garder la bande de neutralité à + ou – 10%.

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

La CGT est opposée à cette idée, car les coûts induits ne sont pas nécessaires et viendraient augmenter les coûts pour les usagers.

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

Supprimer tout système incitatif qui amène les opérateurs à recourir aux moins-disant, et cela au détriment des personnels et de la qualité du service public.

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans le tarif ATRT ?

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

Oui

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?

Oui

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans en milieu de période tarifaire ?

La trajectoire fixée est insuffisante, pour autant nous sommes d'accord sur la révision de ces montants au bout de 2 ans.

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ?

Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies *smart grids* par les opérateurs ?

Oui

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ?

Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

S'agissant de :

"remplaçant le rapport à destination de la CRE par la transmission annuelle des informations techniques et financières pour l'ensemble des projets en cours et terminés".

La transmission des rapports annuelle doit être publique.

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

La sécurité des biens et des personnes et les missions de service public.

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

Les délais de raccordement font bien partie des missions de service public, et donc à ce titre il faut garantir les moyens humains et techniques pour effectuer ces raccordements. Cette garantie passe par l'intégration de ces personnels dans les entreprises régulées et donc par une limitation de la sous-traitance.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service ?

Oui, si ces indicateurs garantissent la péréquation tarifaire pour l'ensemble des usagers et la qualité de service.

Avez-vous des propositions à faire ?

Ces indicateurs doivent être élaborés en concertation avec les citoyens, les salariés, les organisations syndicales du secteur, les élus...

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ?
Considérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

On ne peut que partager l'idée d'indicateurs environnementaux, pour autant la question d'une incitation financière devra être étudiée, au cas par cas pour chaque indicateur.

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?